

5^{ème} publication de la « Cellule d'Analyse d'Impact des Politiques de Développement (CAIPD) » : Réchauffement climatique, pauvreté et mobilité au Sénégal: les conséquences de l'inaction¹

Les pays du Sahel se trouvent à l'aube d'une crise climatique imminente, susceptible d'affecter le revenu moyen des populations locales à travers la dégradation des conditions de travail et la destruction du capital productif. Il est important d'anticiper ces effets et de formuler des politiques efficaces pour prévenir une crise humanitaire. À l'aide d'un modèle de projection élaboré par le LISER en partenariat avec les Nations Unies, ce policy brief se penche sur le Sénégal et identifie les régions les plus vulnérables du pays en l'absence totale de politique d'adaptation. Partant d'un scénario climatique impliquant une augmentation de 2°C sur l'ensemble du 21^e siècle, le modèle prédit les changements attendus dans la distribution des revenus, la mobilité des personnes, la structure sociodémographique et la pauvreté extrême au niveau de chaque unité géographique de 5x5 km. Les projections portent sur l'année 2050 et prennent en compte l'influence de l'élévation de la température moyenne sur l'efficacité des travailleurs et la productivité des terres, ainsi que les coûts induits par la montée du niveau de la mer et les catastrophes naturelles.

En l'absence de politique d'adaptation, le PIB global du Sénégal chuterait de 40% par rapport à un scénario à climat inchangé. L'impact du changement climatique varie considérablement d'une région à l'autre. Tandis que les régions de Dakar et Thiès perdraient moins de 5 % du revenu moyen, certaines régions rurales subiraient des pertes de revenus allant de 50 à 70%. Seule la partie centrale et moins densément peuplée du pays bénéficierait du changement climatique en raison de conditions pluviométriques moins défavorables pendant la saison des pluies. En plus des pertes de revenus, le changement climatique au Sénégal entraînerait une augmentation substantielle des niveaux de prix, réduisant le pouvoir d'achat moyen des revenus sénégalais. Ces processus exacerberaient les inégalités déjà élevées dans le pays.

L'urbanisation et la densité de population dans l'ouest s'accéléraient, tandis que les parties les plus pauvres du pays continueraient de subir une dépopulation. Une fraction très limitée des citoyens sénégalais émigrerait vers des pays tels que l'Italie, l'Espagne, la France et l'Amérique du Nord. À coûts migratoires inchangés, les migrations, qu'elles soient internes ou internationales, apparaissent comme une stratégie d'adaptation coûteuse, inaccessible pour les plus démunis. Ainsi, la grande majorité des personnes au Sénégal resterait dans leurs régions de naissance, subissant pleinement les effets des chocs climatiques. Sans réforme majeure, le changement climatique entraînera une escalade de la

pauvreté extrême, avec un doublement de la part de la population vivant avec moins de 2 % du revenu médian mondial.

Ces effets prévus pour les 20 à 30 prochaines années sont d'une telle ampleur qu'il devient extrêmement difficile de les éviter. Au-delà de l'impératif de réduire les émissions mondiales de CO₂, cette analyse souligne la nécessité de sensibiliser les populations rurales aux scénarios climatiques probables, d'accélérer les changements structurels, de développer des liens commerciaux avec les pays partenaires, et de libérer le potentiel d'accueil des mégapoles et des villes plus petites.

Présentation du projet CAIPD

Depuis juin 2022, le LISER accueille la Cellule d'Analyse d'Impact des Politiques de Développement (CAIPD), créée à l'initiative de la Direction de la Coopération au Développement et des Affaires Humanitaires. La Cellule rassemble des chercheurs du LISER spécialisés en modélisation structurelle et méthodes d'évaluation d'impact quasi-expérimentales, ainsi que des membres de J-PAL Europe, spécialisés dans la réalisation d'évaluations aléatoires contrôlées. La mission de la cellule est de conduire des recherches visant à approfondir la compréhension des causes et de la persistance de la pauvreté, à réfléchir aux méthodes de ciblage des mesures politiques, à évaluer l'impact des politiques de développement et des stratégies de coopération sur les bénéficiaires ciblés et le développement. De plus, elle développe des outils pédagogiques destinés à diverses parties prenantes et travaille en collaboration avec des organisations au Luxembourg et dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Enfin, elle a pour mission de faciliter la collaboration entre les décideurs politiques et la recherche, et de fournir des services consultatifs au gouvernement et à Lux-Development.

La CAIPD lance actuellement une nouvelle série de policy briefs qui présentent les résultats des recherches menées par ses membres en collaboration avec des chercheurs basés dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Ces policy briefs sont publiés en français ou en anglais en fonction des thèmes abordés et chacun contient une synthèse des messages clés rédigée dans ces deux langues. Dans les semaines à venir, plusieurs travaux seront publiés sur des sujets variés tels que l'éducation, la formation professionnelle, la couverture santé universelle, les migrations internes et internationales, ainsi que les effets des changements climatiques.

¹ Burzyński, M., & Szymańska, A. (2024, fév.). [Réchauffement climatique, pauvreté et mobilité au Sénégal: les conséquences de l'inaction](#) LISER, 10p. Policy Brief n°2024-01.